

«Être radical, c'est aller à la racine des problèmes et à la hauteur des solutions»



Gene Zhang

Reconnaitre la Palestine n'arrêtera pas le génocide à Gaza, les sanctions contre Israël le feront

L'auteur, journaliste et écrivain israélien, membre de la direction du quotidien Haaretz, n'est pas homme à s'en laisser conter ni à mâcher ses mots. Il le prouve une nouvelle fois avec cet article de début août où il explique que la reconnaissance européenne de la Palestine est un geste creux qui exonère Israël de toute responsabilité. Sans sanctions pour mettre fin au massacre à Gaza, ce n'est pas de la diplomatie, c'est de la complicité.

La reconnaissance internationale d'un État palestinien est une récompense pour Israël, qui devrait remercier chaque pays qui le fait, car une telle reconnaissance constitue une alternative trompeuse à ce qui doit réellement être fait : imposer des sanctions.

La reconnaissance est un substitut erroné aux boycotts et aux mesures punitives qui devraient être prises contre un pays qui perpétue un génocide. Elle n'est qu'un vœu pieux que les gouvernements européens hésitants et faibles utilisent pour montrer à leur public en colère qu'ils ne gardent pas le silence.

Reconnaitre un État palestinien, qui n'existe pas et n'existera pas dans un avenir proche, voire jamais, est un silence honteux. La population de Gaza souffre de la faim, et la réaction de l'Europe est de reconnaître un État palestinien. Cela sauvera-t-il les Gazaouis affamés ? Israël peut ignorer ces déclarations avec le soutien des États-Unis.

On parle d'un «tsunami» diplomatique en Israël, sachant qu'il n'atteindra pas les côtes israéliennes tant que la reconnaissance ne s'accompagne pas de l'imposition

d'un prix à payer pour le génocide. Le Premier ministre britannique Keir Starmer, l'un des premiers à reconnaître la Palestine dans la vague actuelle, après la France, s'est surpassé. Il s'est empressé de présenter sa démarche comme une punition (conditionnelle), remplissant ainsi son devoir. Si Israël se comporte bien, a-t-il promis, son doigt accusateur sera retiré.

De quel genre de sanction s'agit-il, Monsieur le Premier ministre ? Si la reconnaissance de la Palestine favorise une solution, selon vous, pourquoi la présenter comme une sanction ? Et s'il s'agit d'une mesure punitive, où est-elle ?

Voilà ce qui se passe lorsque la peur de Donald Trump s'abat sur l'Europe et la paralyse, alors qu'il est clair que quiconque impose des sanctions à Israël en paiera le prix. Pour l'instant, le monde préfère les palabres. Les sanctions sont efficaces contre les invasions russes, pas contre celles d'Israël.

La décision de Starmer a incité de nombreux autres à lui emboîter le pas, présentée en Israël comme un raz-de-marée diplomatique, un véritable tsunami. Cela n'arrêtera pas le génocide, qui ne pourra être stoppé sans des mesures concrètes de la communauté internationale. Celles-ci sont d'une urgence insupportable, alors que les massacres et la famine à Gaza se poursuivent.



La reconnaissance ne donnera pas naissance à un État. Comme l'a dit

un jour la dirigeante des colonies, Daniella Weiss, après une précédente vague de reconnaissances : «J'ouvre ma fenêtre et je ne vois pas d'État palestinien.» Elle n'en verra pas non plus de sitôt.

Dans l'immédiat, Israël bénéficie de cette vague de reconnaissances, car elle remplace la sanction qu'il mérite. À long terme, la reconnaissance d'un État imaginaire pourrait présenter un intérêt, car elle soulève la nécessité de trouver une solution.

Mais il faut une dose incroyable d'optimisme et de naïveté pour croire que la reconnaissance est encore pertinente. Jamais la période n'a été aussi mauvaise ; la reconnaissance aujourd'hui, c'est comme siffler dans le noir. Les Palestiniens sont sans chef, et les dirigeants israéliens ont tout fait pour contrecarrer un tel État, et y sont parvenus.

C'est bien que le 10 Downing Street veuille un État palestinien, mais tant que Jérusalem ne le veut pas, avec la colonie extrémiste de Yitzhar engagée dans la destruction des biens palestiniens et se renforçant avec Washington soutenant aveuglément Israël, cela n'arrivera pas.

Alors que la droite israélienne est au sommet de sa puissance et que le centre israélien vote à la Knesset pour l'annexion et contre la création d'un État palestinien, alors que le Hamas est l'entité politique la plus puissante des Palestiniens et que les colons et leurs alliés constituent l'organisation la plus puissante d'Israël, de quel État palestinien parlons-nous ? Où serait-il ?

Une tempête dans un verre d'eau. Le monde accomplit son devoir tandis qu'Israël détruit et affame. Le plan de nettoyage ethnique prô-

né par le gouvernement israélien se réalise d'abord à Gaza. On ne peut imaginer pires conditions pour se livrer à des rêves d'État.

Où serait-il établi ? Dans un tunnel creusé entre Yitzhar et Itamar ? Existe-t-il une force capable d'évacuer des centaines de milliers de colons ? Laquelle ?

Y a-t-il un camp politique qui se battrait pour cela ?

Il serait préférable de prendre d'abord des mesures punitives concrètes, obligeant Israël à mettre fin à la guerre – l'Europe en a les moyens –, puis de mettre à l'ordre du jour la seule solution qui reste aujourd'hui : une démocratie entre la Méditerranée et le Jourdain ; une personne, une voix. Apartheid ou démocratie. À notre grande horreur, il n'y a plus de troisième voie.

Gideon Levy

3 août 2025 sur Haaretz

Appel à bonnes volontés

*Vous aimez l'Antivol ?
Vous seriez prêt à devenir
distributeur bénévole du journal ?*

*À chaque parution trimestrielle,
nous envoyons à votre domicile un
certain nombre d'exemplaires et
vous les distribuez à vos proches,
amis, personnes intéressées, etc.*

*Le nombre d'exemplaires est à
déterminer ensemble et les frais
d'envoi sont pris en charge par
l'Antivol.*

*Si la proposition vous tente, merci
de nous contacter par courriel
(lantivol37@gmail.com) ou par
téléphone (06 71 08 96 45).*

*Au plaisir de vous lire ou de vous
entendre...*

La Rédaction

ACTIONS

Mobilisation nationale contre le canal Seine-Nord Europe, 10-12 octobre 2025

En Picardie, de Compiègne à Aubechel-au-Bac, les pelleteuses s'affairent sur le « chantier du siècle ». Les arbres tombent, des rivières sont détournées, les zones humides saccagées. C'est qu'il faut vite creuser, sur 107 km, un canal pour raccorder la Seine aux grands ports d'Anvers et de Rotterdam : le pharaonique canal Seine-Nord Europe. Pour faire advenir le tant désiré chaînon manquant du fret européen, la Société du canal Seine-Nord Europe, présidée par le chef de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, ne se refuse rien : 8 milliards d'argent public sur la table et des millions de m³ d'eau et de terres englouties au service d'intérêts privés. Depuis un an, la lutte s'ancre et s'intensifie tous azimuts : on sillonne le territoire pour alerter les riverain-es, des écureuil-les grimpent aux arbres pour empêcher leur abattage, des recours juridiques sont déposés. A peine commencés, les travaux prennent déjà du retard. Contre la logistique du désastre, l'heure de la riposte a sonné. *Les Soulèvements de la terre et Extinction Rebellion* se joignent au col-

lectif *MégaCanal Non Merci* pour une mobilisation nationale cet automne en Picardie (...). Alors, les 10-11-12 octobre 2025, confluons par milliers pour mettre fin à ce projet destructeur !

Ce projet d'un autre temps repose d'abord sur une promesse fumeuse, mais enivrante pour les technosolutionnistes qui le soutiennent : celle de voir disparaître des millions de camions de l'A1 grâce à une logistique « multimodale », décarbonée et « respectueuse » de l'environnement par le développement du fluvial. Mais ce qu'on appelle le « report modal » – transfert des flux du routier vers le fluvial – n'est ici qu'un écran de fumée pour rendre le projet acceptable. Les semi-remorques chargés de palettes et de cartons ne transportent pas du tout les mêmes marchandises que les grandes barges, chargées de granulats pour le BTP et de céréales en vrac issues de l'agro-industrie. Les flux routiers et fluviaux, loin d'être interchangeables, sont en fait complémentaires : les bateaux ne peuvent pas se passer des camions. Et non seulement l'intensification du fret fluvial accompagnerait la croissance des flux routiers, mais elle continuera à mettre à mal le réseau ferroviaire existant, en le concurrençant. Si la volonté des

promoteurs du projet était réellement de faciliter le recours au fluvial, ils pourraient revaloriser le réseau existant et faciliter son usage – le canal du Nord existe et est accessible aux bateaux de 800 tonnes. Mais l'objectif du canal Seine-Nord Europe est tout autre : quadrupler le gabarit des bateaux descendant jusqu'aux portes de l'Ile-de-France. Tuer les petits canaux pour faire des autoroutes à bateaux.



Si tout le monde doute des retombées du canal, ses dégâts sont bien réels. Construire un canal ne consiste pas seulement à bétonner un fleuve existant ou à creuser là où il n'y en a pas. Il faut développer un ensemble titanique d'infrastructures nécessaires à son fonctionnement : un escalier de gigantesques bassins en béton séparés par sept écluses, avec des pompes énergivores pour re-

monter l'eau au sommet, trois ponts-canaux parmi les plus grands d'Europe, auxquels s'ajoutent une soixantaine de ponts, quatre ports intérieurs et tout le réseau routier préalable aux travaux. Pour assurer un niveau d'eau constant, une réserve grande comme 22 fois la bassine de Sainte-Soline doit être construite à Allaines, remplie par le pompage de l'eau dans la rivière de l'Oise, dans une région de plus en plus touchée par les événements climatiques extrêmes (inondations et sécheresses). L'impact sur les sols est donc à la mesure des plus grands terrassements jamais connus en France : le projet détruirait plus de 3000 hectares de terres agricoles, humides, précieuses et fertiles – l'équivalent de la surface de Lille ou de 8 fois l'A69. Des centaines d'espèces protégées, comme la mulette, la reinette et le martin-pêcheur feraient les frais de ces destructions. Un accaparement mortifère sponsorisé par l'Union européenne et la Région des Hauts-de-France, censées financer, via des fonds publics, les 8 milliards – et au-delà – réclamés par le projet (...)

Collectif

Lire la suite et les infos pratiques sur le blog de l'Antivol



BIBLIOTHÈQUE RADICALE

« La Grande Fédération, démocratie directe et vie fédérale » de Pierre Bance

L'ouvrage, paru en mai-juin 2025 aux éditions Noir et Rouge, constitue un bel antidote à l'inlassable et affligeante répétition du même : un mouvement social qui, à force de penser « contre », de s'opposer à ceci, cela (les lois Travail, la réforme des retraites, le plan Bayrou, etc.), se place sur le terrain de l'adversaire et finit par perdre. Car, depuis des décennies, il est fait l'impasse sur l'essentiel auquel s'est justement attelé l'auteur de La Grande Fédération : penser pour, imaginer les institutions et les droits de l'après-capitalisme. Qu'on soit ou non d'accord avec les propositions de Pierre Bance, c'est de toute façon dans cette direction qu'il faut aller : ne pas seulement se défendre, batailler pour tel ou tel droit à conserver, mais en conquérir de nouveaux et changer, révolutionner « le cadre ». Hors de là, le même, avec ou sans miettes, continuera...

Las ! Les temps maudits seraient-ils revenus ou ne se seraient-ils jamais interrompus ? Les démocraties parlementaires s'enlisent dans la politique politique ou virent à l'illibéralisme halluciné quand ce n'est pas à la démocrature. La corruption gangrène la politique, partout.

L'heure n'est-elle pas venue de changer le monde, de reprendre nos affaires en main, de penser un autre futur ? Mais celui-ci se prépare bien avant la révolution. Encourager la réflexion sur les institutions et les droits fondamentaux d'une grande fédération de communes autonomes, auto-administrées et autogérées, est l'objet de ce livre.

Pour donner du corps à l'idée d'un autre futur, le livre démontre

quatre théorèmes qui composent ses quatre parties :

- Croire que l'État peut ne pas être dominateur est comme croire que le Capital peut ne pas être profiteur.
- Sans un mouvement pour la démocratie directe, la commune et le fédéralisme, un autre futur est impossible.
- Faute d'avoir pensé les institutions de la société à venir, la révolution communale est vouée à l'échec.
- Faute d'avoir dessiné les droits et libertés de la société à venir, la révolution émancipatrice est vouée à l'échec.

Rien n'est tranché. Tout est à discuter.



On pourra télécharger sur le site Autre-futur.net la présentation du livre et sa table des matières. Ainsi qu'un extrait des propos introductifs concernant ces « quatre théorèmes pour une révolution ». En exergue, l'auteur confie : « Ce livre est l'aboutissement, sans doute, l'étape ultime d'un long itinéraire militant. Des dernières années, cheminées au côté de la révolution du Rojava, ressort l'urgence de transformer le monde dans l'esprit de la Commune. Même si les difficultés sont grandes, elles sont surmontables pour peu qu'on s'en donne les moyens organisationnels et institutionnels. »

Pierre Bance

Les mots de la bombe

« *Midnight Hammer* », Marteau de Minuit, tel était le nom de code de l'action militaire américaine des 21-22 juin 2025 contre l'Iran. Mais il faut aussi se rappeler que, lors de ce raid, les bombardiers furtifs B-2 Spirit, porteurs des bombes GBU-57 à fort pouvoir pénétrant et explosif, sont partis de l'État du Missouri, depuis la base de « *Whiteman* », Homme blanc. Et, remontant le temps, on n'oubliera pas non plus le projet Manhattan et le fait que la première bombe atomique fut lancée à titre expérimental dans le désert du Nouveau Mexique le 16 juillet 1945, sous le nom de code « *Trinity* » – la Sainte Trinité (le Père, le Fils et le Saint-Esprit) – avec le surnom pour la bombe elle-même de « *Gadget* » car on n'était pas certain qu'elle exploserait. Quant aux bombes larguées quelques semaines plus tard, les 6 et 9 août, sur Hiroshima et Nagasaki, on les avait également dotées de sobriquets révélateurs : « *Little Boy* » (Petit Garçon) et « *Fat Man* » (Homme Obèse). Ah nom de nom !

No kings protests

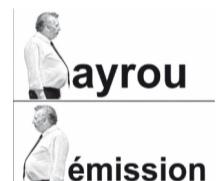
Le 14 juin 2025, jour où a été célébré le 250ème anniversaire de la fondation de l'armée des États-Unis et, accessoirement, le 79ème de Donald Trump, des millions d'Américains (entre 5 et 7 selon les estimations) ont organisé plus de 2000 rassemblements et manifestations partout dans le pays. L'action avait pour nom : « *no thrones, no crowns, no kings* » (pas de trônes, pas de couronnes, pas de rois). Une idée à reprendre de ce côté-ci de l'Atlantique ? Un 14 juillet, par exemple, ou au plus tôt ?

Mais tu t'écoutes ?!

Après l'arrestation par les autorités iraniennes d'un jeune cycliste franco-allemand « accusé d'avoir com-

mis un délit », François Bayrou a appelé Téhéran à ne pas « persécuter des innocents » (10/07/25). Comme à Bétharram ?

De profil, face à l'Himalaya...



Le sens de la justice

Il est important de toujours garder en tête que l'actuelle ministre de la Culture, Rachida Dati, renvoyée en correctionnelle pour deux chefs d'accusation, « *corruption et trafic d'influence* » et « *recel d'abus de pouvoir et d'abus de confiance* », reste présumée innocente.

Échos radiophoniques

Mais qu'il est Sot ce Seux !

Scoop soumis

Les droits d'auteurs de « *La meute* » devraient être intégralement reversés à l'AJCDG, l'Association des journalistes chiens de garde.

Équivoque du sigle

EPR comme « Ensemble pour la République » ou « *European pressurized reactor* » (Réacteur pressurisé européen). Amusant, non ?

À retenir...

« *Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains, aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques.* » (Jean-Jaurès, Discours à la jeunesse, Albi, 1903)